

Interview avec Bio Goura Soulé (Lares) pour Grain de sel n°71 sur les jeunesses rurales africaines

Bio Goura Soulé est chargé de programme au Laboratoire d'analyse régionale et d'expertise sociale (Lares) au Bénin

Cet entretien a été réalisé pour la revue Grain de sel n°71 : « Jeunesses rurales africaines : contours, aspirations et perspectives » (janvier 2015). Des extraits ont été publiés dans ce numéro disponible sur le site d'Inter-réseaux.

Grain de sel : *Les jeunes sont à la fois présentés comme une chance et un risque pour les pays d'Afrique de l'Ouest. Qu'en pensez-vous ?*

Bio Goura Soulé (BGS) : Les deux positions s'expliquent largement par la situation de l'Afrique de l'Ouest qui n'a pas achevé sa transition démographique. Dans un contexte où la mortalité a fortement reculé, elle voit sa population augmenter très rapidement et de nombreux jeunes arriver chaque année sur le marché du travail. De fait se pose la crainte que la région ne réussisse pas à créer suffisamment d'emplois pour tous ces jeunes, situation qui constituerait une menace pour la stabilité des pays. Certains continuent de penser qu'il y a de la place pour tout le monde ici, mais qu'on a besoin de politiques plus pertinentes, mieux ciblées, davantage en cohérence avec ces dynamiques démographiques.

Je pense que le problème n'est pas de savoir s'il y a trop de jeunes ou pas assez de jeunes. Je pense que le vrai problème est de savoir comment prendre en charge – du point de vue de la formation – l'ensemble de ces jeunes. Je suis convaincu que si ces jeunes sont bien formés, alors ils constitueront un atout pour la région, en déployant toute leur capacité d'innovation et de création de richesses.

GDS : *La formation est-elle aujourd'hui à la hauteur de ces enjeux en Afrique ?*

BGS : Absolument pas. Aujourd'hui la formation se dégrade de plus en plus. Non seulement, une partie importante de jeunes n'ont pas accès à la formation, mais ceux qui sont formés sortent pour la plupart avec des niveaux de compétences et de savoir faire très faibles, dans quasiment tous les pays et à tous les cycles de formation. Il y a des centres de formation qui n'ont aucune qualification, parfois même pas d'autorisation officielle pour exercer. Résultat : des milliers de jeunes sortent chaque année de formation, en se prévalant d'un certain nombre de diplômes, mais ils ne savent rien faire. Ils n'ont pour beaucoup pas non plus envie de retourner à la terre, alors que l'agriculture est le premier pourvoyeur d'emploi aujourd'hui. Car il n'y a aucune disposition pour rendre attractif ce métier, ainsi que celui d'éleveur ou de pêcheur.

Les formations ne permettent pas aujourd'hui de combattre les préjugés sur l'agriculture. Et d'ailleurs la plupart des jeunes qui suivent des programmes de formation agricole ne s'installent pas en agriculture ensuite. Et ce qui est encore plus problématique, c'est que les

jeunes qui veulent s'installer après leur formation ne bénéficient en général d'aucun accompagnement ensuite. Ils finissent souvent par se décourager face à des conditions d'installation difficiles.

GDS : *L'agriculture, premier employeur de la région, est souvent présentée comme la réponse au défi de l'emploi des jeunes. Etant donné le faible intérêt des jeunes pour ce secteur et les structures agraires actuelles, l'est-elle vraiment ?*

BGS : Il faut arrêter de se leurrer. Peut-être que l'agriculture – comprise au sens large, c'est-à-dire en intégrant toute la chaîne de valeur – peut constituer une opportunité pour absorber un certain nombre de jeunes qui arrivent sur le marché du travail, et ce dans des conditions de revenus suffisamment confortables. Mais dire aujourd'hui qu'il y a assez de terres à cultiver pour installer un grand nombre de jeunes, ce qui permettra d'assurer la sécurité alimentaire et de lutter contre le chômage, c'est faire une grave erreur. Car les systèmes dans lesquels on évolue aujourd'hui ne permettent plus le maintien d'une population aussi importante dans l'agriculture, du moins dans des conditions de revenus et de bien-être décentes.

On va inéluctablement évoluer, comme en Europe, vers moins de gens dans l'agriculture – y compris des jeunes – mais hautement qualifiés et qui vont tirer parti de leur savoir faire et leur professionnalisme pour accroître significativement la productivité et nourrir le reste de la population, dont une grande partie devra trouver des emplois dans d'autres secteurs. Si on parvient à développer l'économie rurale, et pas seulement agricole, c'est-à-dire en créant des services et des activités à côté de la production agricole et de l'élevage au sens strict, cela peut créer des opportunités d'emploi pour les jeunes. Mais là aussi, ces secteurs requièrent des niveaux de formation élevés et un professionnalisme avéré. Au-delà de la formation professionnelle, l'accès au crédit et à des marchés bien structurés devra être renforcé.

GDS : *Il est souvent dit que l'agroécologie et l'agriculture familiale sont des modèles qui génèrent le plus d'emplois. Parallèlement, certains soulignent que les jeunes ont des rapports difficiles avec leurs parents sur les exploitations familiales et qu'ils ne veulent pas de modes de production pénibles. Qu'en pensez-vous ?*

BGS : En effet, on ne voit pas très bien comment un fils d'agriculteur très bien formé va vouloir travailler sur l'exploitation de son père s'il n'est pas rémunéré et si le travail se révèle très pénible. Globalement, l'agriculture continue d'être considérée comme l'activité de ceux qui n'ont pas réussi leur vie. Ceux qui peuvent se former et qui ont du capital choisissent de s'installer dans des domaines de production plus intensifs, comme le maraichage, l'élevage hors sol pour maximiser la rentabilité de ses investissements à moyen terme. Très peu de jeunes veulent s'installer dans les exploitations familiales telles qu'on les connaît car la rentabilité est faible. Aujourd'hui personne ne se limite au simple rêve d'atteindre l'autosuffisance alimentaire. Au même titre que ceux qui évoluent dans d'autres secteurs d'activité, les jeunes agriculteurs ont besoin d'avoir accès à un certain nombre de biens et de services : du crédit pour téléphoner, du carburant pour se déplacer... Ils ont besoin que l'agriculture leur rapporte de l'argent.

Tant qu'on ne parvient pas à relier fortement l'exploitation familiale au marché, tant qu'on ne la considère pas comme une activité économique au même titre que les autres – c'est-à-dire avec des incitations économiques, avec un statut social reconnu – je ne vois pas comment le secteur va pouvoir attirer des jeunes. Il ne faut pas perdre de vue ces éléments au milieu de tous les fantasmes que l'on projette sur l'agriculture familiale. Elle a certes de nombreuses vertus, notamment en termes de sociabilité et de consolidation des liens familiaux. Mais il faut regarder ces liens familiaux sans les idéaliser, en considérant les rapports de force et de hiérarchisation parfois difficiles qu'ils contiennent.

GDS : Observez-vous un changement dans les politiques au-delà des déclarations d'intention ?

BGS : Pour le moment, il n'y a aucun changement concret. Peut-être aussi parce qu'on ne sait pas très bien ce qu'il faut faire exactement au-delà des instruments classiques de création de fonds ou d'agences spécialisés. Mais c'est de la démagogie de penser que l'on va résoudre ces problèmes de formation par des projets et des programmes ou en créant des agences d'emploi ou d'insertion des jeunes.

La vraie question est de savoir comment dynamiser l'activité économique, créer des liens forts entre les différents secteurs d'activité, pour à la fois créer des emplois en milieu rural et rendre valorisants et rémunérateurs les emplois dans la production agricole. Or aujourd'hui aucune politique ne travaille pas sur cet aspect. Pour ce qui est de l'installation agricole, former les gens, en leur enseignant les itinéraires techniques et en leur donnant quelques notions de gestion économique, ne suffira pas. Tout le bagage nécessaire pour se maintenir dans l'exploitation, est rarement abordé car cela renvoie à des questions plus complexes : celle du statut social de l'agriculture ou de la gestion des risques par l'Etat.



Pour lire le numéro de la revue *Grain de sel* en entier :

<http://inter-reseaux.org/IMG/pdf/gds71.pdf>